

Economie de la santé

Si la santé n'a pas de prix, elle a un coût assumé par le patient lui-même, la collectivité ou l'assurance.

Assurance sociale = cotisations basées sur le revenu du travail.

En France le malade a le choix de ses soins, choix de choisir son médecin... sans payer.

Cela a été possible car la consommation favorise la croissance économique qui elle-même crée des richesses -> dépenses sociales

C'est ce que l'on appelle le cercle vertueux de la croissance.

Phénomène de l'état providence avec des dépenses sociales qui n'ont cessé d'enfler.

A partir de 1975 : première grande crise mais ces dépenses sociales, notamment avec l'arrivée du chômage n'ont cessé d'augmenter les prélèvements obligatoires (sur les salaires, sur les impôts). Ce qui entraîne l'augmentation du chômage car augmentation du coût du travail. -> Appauvrissement général des personnes.

A partir de 1992 on a fait des prélèvements sociaux sur tous les types de revenus y compris sur le revenu du capital.

CSG = Contribution Sociale Généralisée qui au début était de 1,1% (aujourd'hui c'est à 12%) cela a permis d'élargir l'assiette et donc de ne pas trop élever l'impôt sur le revenu des travailleurs.

Dépenses sociales « Effort social de la nation »

Sécurité sociale : Retraite - Santé - Famille

Hors sécurité sociale : chômage, formation, RMI

Toutes ces allocations représentent 33% du PIB : nous sommes le pays qui dépense le plus en dépenses sociales au monde.

Depuis la création du système de santé les dépenses santé ont toujours augmenté beaucoup plus rapidement que l'augmentation du PIB.

L'essentiel des dépenses de santé en France est faite au titre de la consommation.

Maîtrise des dépenses de santé :

- Action sur l'offre de soins : frein

Fermeture de lits, lits sanitaires, budget global

- Action sur la demande : frein

Remboursement, forfait, franchises, médecin traitant

- Actions sur le financement
- Actions sur les structures
- Action sur la régulation

Politique de sante :

- identifier les besoins : epidemiologie
 - choisir des objectifs : priorites et optimum
 - donner les moyens : planification ou incitation
 - evaluer : liaison entre moyens et resultats
- « ... toute reforme est un probleme ethique... »

Rationalisation : usage le plus judicieux des ressources globales donnees pour aboutir a des choix coherent